Conseil départemental des Yvelines – Séance du 5 février 2016

Délibération 2016-CD-1-5241

Amendement 1

Proposé par Madame Christine BOUTIN et Monsieur Yves VANDEWALLE

Exposé des motifs :

Le mariage de nos deux départements serait une première en France, après l'échec du rapprochement des deux départements alsaciens. On ne peut donc pas s'appuyer sur d'autres expériences similaires.

Or les statuts proposés sont courts et laissent dans l'ombre des questions de gouvernance essentielles. En effet la majorité des élus siégeant au sein de l'Etablissement Public de Coopération Inter-départementale seront issus des Hauts de Seine (46 conseillers contre 42 pour les Yvelines).

Il est donc proposé d'amender l'article 2.3 des statuts qui spécifie que « *Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés* » afin d'établir une stricte parité des pouvoirs entre les deux départements.

Deux modalités nous semblent possibles :

- Soit en fixant des règles de majorité qualifiée (majorité des deux tiers ?)
- Soit en organisant les scrutins par collèges (Yvelines - Hauts de Seine).

Conseil départemental des Yvelines – Séance du 5 février 2016

Délibération 2016-CD-1-5241

Amendement 2

Proposé par Madame Christine BOUTIN et Monsieur Yves VANDEWALLE

Exposé des motifs

Rien n'est prévu pour régler les conflits éventuels entre les deux assemblées. L'article 1.3 dispose que « *L'établissement public interdépartemental est créé pour une durée illimitée. Les conseils départementaux peuvent, par délibération concordante, décider la dissolution de l'établissement public interdépartemental* ».

Que faire en cas de changement unilatéral de ligne politique ? Que faire si les Yvelines ou les Hauts de Seine estiment que la fusion ne produit pas les effets escomptés ?

Il est donc nécessaire de préciser les conditions d'une dissolution en cas de désaccord entre les deux assemblées.

Conseil départemental des Yvelines – Séance du 5 février 2016

Délibération 2016-CD-1-5241

Amendement 3

Proposé par Madame Christine BOUTIN et Monsieur Yves VANDEWALLE

Exposé des motifs

Le rapprochement n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact. On ignore tout de ses conséquences budgétaires sur le fonctionnement et l'investissement, sur les impôts des ménages et des entreprises, sur l'aménagement du territoire, ...

Nous demandons que la délibération soit ainsi amendée :

La création de l'EPCI est subordonnée à la réalisation préalable d'une étude d'impact, approuvée par les assemblées, permettant d'apprécier la pertinence juridique, financière, économique et territoriale du rapprochement entre les deux départements.

Conseil départemental des Yvelines – Séance du 5 février 2016

Délibération 2016-CD-1-5241

Amendement 4

Proposé par Madame Christine BOUTIN et Monsieur Yves VANDEWALLE

Exposé des motifs

Les élections départementales ont eu lieu il y a moins d'un an et la question d'une fusion des deux départements n'a jamais été évoquée devant les électeurs.

S'agissant d'une décision majeure pour l'avenir de nos territoires, nous estimons qu'elle doit être soumise à référendum. Il convient donc d'ajouter à la délibération approuvant les statuts :

[La fusion des deux départements sera soumise à référendum](#)

.